

Charles Sébille, maraîcher bio à Camlez, aux côtés de Mathieu Adam et son père, Pierre, sur une parcelle de poireaux qui sera détruite jeudi, à Trévou-Tréguignec. Photo C.A.



Pour ces maraîchers le bio finit à la poubelle

Le gouffre entre le prix d'achat et de revente, du bio étranger qui envahit les rayons... Dans le Trégor, les maraîchers bio accusent le coup. Au point de ne plus vivre de leur production.

Camille André

● Il y a dix ans, quand Mathieu Adam et son père, Pierre, maraîchers à Trévou-Tréguignec (22), se sont convertis au bio, les voyants étaient au vert. La demande était là, « les études montrent bien que les gens veulent manger bio », appuie Pierre Adam. La famille, qui emploie sept salariés, flaire « une tendance sociétale » qu'il serait malin de cultiver. Mais depuis deux ans, tout s'est compliqué. Pas à cause d'une surproduction, insis-

tent ces professionnels de la filière, mais bien « d'une sous-consommation ».

Leurs choux-fleurs, brocolis, pommes de terre et autres artichauts peinent à trouver preneurs. Installés sur 130 hectares, les deux agriculteurs fustigent « une baisse des prix de la production qui ne se traduit pas, ensuite, dans les rayons ». À l'heure où le pouvoir d'achat muselle les portefeuilles, le consommateur « pense moins à ce qui revient au producteur », regrette Pierre Adam. « On fait partir des poireaux à 60 ou 70 centimes le kilo qui sont ensuite revendus 4 € en rayon. Forcément, les gens ne les achètent pas. »

L'avènement de l'agriculture biologique d'ailleurs

Depuis 2020, à Camlez, Charles Sébille produit tomates, concombres, radis botte, en bio, sous abris, soucieux « d'avoir une production éthique ». Son constat n'a d'égal que sa déception : « On produit des volumes importants (700 tonnes à l'année, NDLR) pour répondre au marché français, mais les magasins

font venir du bio de l'étranger ». Charles vend sa production au grossiste Pronatura qui redistribue aux magasins comme Biocoop ou La vie claire. Il vend aussi aux grandes surfaces, selon ses stocks.

Les Adam, eux, passent par la coopérative Prince de Bretagne. « Si l'État a la volonté de développer des produits locaux et bio, il faut des règles », tranche Pierre Adam : « Il faut imposer à toute la filière que le prix de revente soit au maximum trois fois supérieur au prix de départ du légume. » Pour permettre aux paysans actuels de vivre correctement, et aux suivants, de ne pas fuir la filière AB. « Les charges montent, les prix baissent et nous, on est comprimés au milieu », illustre le fils.

À tel point qu'une partie de la production, celle qui n'est ni vendue ni donnée aux associations caritatives, est tout simplement détruite. « On met du bio à la poubelle, j'ai un collègue qui a détruit 200 tonnes de carottes », souffle Mathieu. Chez les Adam, c'est une parcelle de poireaux qu'il faudra, dans quelques jours, se résoudre à détruire.